

Service Environnement

Grenoble, le 21/06/2022

Dossier suivi par : Annabelle SCHAFFNER
Tel : 04.56.59.49.99
Courriels : annabelle.schaffner@isere.gouv.fr
ddpp-inspectionicpe@isere.gouv.fr

Ref : DDPP38 2022 02653

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/06/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SCEA SOGIFRA

Le Chancillon
38510 CREYS MEPIEU

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/06/2022 dans l'établissement SCEA SOGIFRA implanté Le Chancillon 38510 CREYS MEPIEU. L'inspection a été annoncée le 02/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCEA SOGIFRA
- Le Chancillon 38510 CREYS MEPIEU
- Code AIOT dans GUN : 0010400570
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La SCEA SOGIFRA exploite le site d'élevage de Creys-Mepieu depuis le 3 novembre 2004, date de changement de raison sociale de l'établissement (anciennement Sté Massard). Le site emploie 3 salariés.

Le site d'élevage est composé de 7 bâtiments (A, B, C, D, E, H2 et le nouveau bâtiment F qui remplace l'ancien bâtiment H1). Le bâtiment H1 a été détruit et sera remplacé par un nouveau bâtiment, actuellement en construction. Ce dernier accueillera les bureaux d'élevage, le sas sanitaire et la salle de pause pour les salariés de l'élevage. L'exploitant a le projet de conserver le bâtiment H2 comme bâtiment d'attente pour les animaux avant leur embarquement pour l'export dans les véhicules.

Les bâtiments F (nouveau bâtiment), D (engraissement) et G (post-sevrage) ont été inspectés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la couverture des fosses de stockage du lisier
- les moyens de lutte incendie
- le contrôle des installations électriques
- la consommation en eau du site
- la mise à jour du plan d'épandage
- l'enregistrement des pratiques d'épandage

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Installations électriques	AP Complémentaire du 02/04/2021, article 3.3.1	Non conformité déjà signalée le 27 mai 2021	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Situation administrative	AP Complémentaire du 02/04/2021, article 1.2.1	/	Sans objet
Construction des fosses à lisier	AP Complémentaire du 02/04/2021, article 3.2.1	/	Sans objet
Moyens de lutte incendie	AP Complémentaire du 02/04/2021, article 3.2.3	/	Sans objet
Consommation en eau du site	AP Complémentaire du 02/04/2021, article 4.2.1	/	Sans objet
Plan d'épandage	AP Complémentaire du 02/04/2021, article 4.4.2-2	/	Sans objet
Cahier d'épandage et plan de fumure	AP Complémentaire du 02/04/2021, article 8.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site d'élevage est bien entretenu et se modernise. La gestion des réparations suite aux non-conformités constatées lors des contrôles électriques doit être améliorée.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/04/2021, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques ICPE
Prescription contrôlée : Le site est actuellement autorisé pour : <ul style="list-style-type: none">• la détention de 5 504 animaux équivalents porcs• le prélèvement de 20 000 m3/an d'eau (forage)
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant détenait 3 019 porcs de moins de 30kg et 5 016 animaux de plus de 30 kg, soit un total de 5 619,8 animaux équivalents. Il dépasse de 115,8 le nombre maximum d'animaux équivalents autorisés sur le site. Le site peut accueillir jusqu'à 9 000 porcs si toutes les loges sont occupées, ce qui n'est jamais le cas. Plusieurs loges d'élevage restent vides et sont utilisées comme infirmerie/mise en quarantaine ou pour séparer les cochons lorsqu'ils grossissent.
Observations : Le dépassement observé du nombre d'animaux équivalents correspond à 2% de la capacité d'accueil maximale autorisée. L'exploitant devra informer le service des installations classées s'il souhaite augmenter de façon perenne, sa capacité de production. A défaut, le nombre d'animaux-équivalents porcs détenu sur site autorisé doit être respecté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Récupération et stockage des effluents d'élevage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/04/2021, article 3.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Couverture des fosses
Prescription contrôlée : <p>I. Tous les sols des bâtiments d'élevage, toutes les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les équipements de stockage et de traitement, caniveaux à lisier, etc.) ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité.</p> <p>A l'intérieur des bâtiments d'élevage, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'un mètre au moins.</p> <p>Les aliments stockés en dehors des bâtiments, à l'exception du front d'attaque des silos en libre-service et des racines et tubercules, sont couverts en permanence par une bâche maintenue en bon état ou tout autre dispositif équivalent afin de les protéger de la pluie.</p> <p>II. Les équipements de stockage des effluents d'élevage sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.</p> <p>Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité.</p> <p>Les fosses de stockages de lisiers sont couvertes.</p> <p>III. Les tuyauteries et canalisations transportant les effluents sont convenablement entretenues et font l'objet d'une surveillance appropriée permettant de s'assurer de leur bon état.</p>
Constats : <p>Les porcs sont élevés sur caillebotis. Dans les bâtiment les plus anciens, les logettes d'élevage disposent d'une partie pleine bétonnée étanche et d'une partie caillebotis. Le lisier est raclé tous les jours vers la partie caillebotis des logettes.</p> <p>Les murs sont bétonnés, imperméables et bien entretenus.</p> <p>Les aliments sont stockés en silos.</p> <p>Le lisier des bâtiments est collecté et évacué vers deux fosses couvertes. Les fosses sont réalisées en béton armé. Elles mesurent 5 m de hauteur et 25 m de diamètre (2 208 m³ chacune). Elles sont situées à l'est des bâtiments d'élevage. Elles sont étanches et bien entretenues.</p>
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/04/2021, article 3.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte incendie su site
Prescription contrôlée : Le pompage dans le Rhône ne pourra être pratiqué que dans la mesure où un point d'aspiration normalisé existe en bordure du fleuve et tient compte, pour permettre son utilisation en toutes circonstances, des fluctuations du niveau de l'eau. Ce point d'aspiration, dont la voie d'accès devra être stabilisée à 13 tonnes au moins, devra être signalé et interdit au stationnement de véhicules. L'exploitant devra arrêter un plan de secours en liaison avec les sapeurs-pompiers du centre de secours de Morestel.
Constats : Le site dispose de deux points d'aspiration dans le Rhône. Les cannes d'aspiration étaient bien immergées le jour de l'inspection. Elles sont équipées de branchements DN 100 permettant au service de secours d'intervenir rapidement en cas d'incendie. La portance de la voie d'accès a été testée le 3 septembre 2021 ; le rapport de test associé a été transmis à l'inspection. La portance de la plateforme d'accès aux points d'aspiration est conforme : EV2 = 70 MPa, c'est à dire que la plate-forme peut supporter 70 T/cm ² ; coefficient de réaction = 89 Kw (taux d'usure peu important). Elle supporte les camions des services de secours (13 tonnes).
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations électriques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/04/2021, article 3.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des installations électriques
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.
Constats : Le dernier contrôle des installations électriques du 17 juin 2021 met en évidence 14 non-conformités dont 11 récurrences (datant de 2019).
Observations : L'exploitant doit s'assurer des réparations électriques à mettre en œuvre entre 2 contrôles des installations électriques afin d'éviter ces récurrences. Les factures des réparations doivent être conservées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Consommation en eau du site

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/04/2021, article 4.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prélèvement et consommation en eau
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.
Constats : La consommation d'eau est relevée chaque mois par un relevé du compteur d'eau. L'eau provient exclusivement du forage du site. Le site est autorisé à consommer 20 000 m ³ d'eau/an au plus. La consommation annuelle 2021 est de 18 540 m ³ . Elle est très certainement sous-évaluée au regard des erreurs de lecture /incohérences enregistrées certains mois (cf. relevés de janvier et octobre 2021 avec une consommation respectivement de 403 m ³ et 355 m ³). Depuis juillet 2021, l'exploitant calcule et note sur le registre papier, le delta entre les deux derniers relevés, correspondant à la consommation en eau mensuelle en plus de faire le relevé du compteur. Cela permet de voir rapidement les erreurs de relevés éventuelles.
Observations : La lecture du compteur n'est pas aisée et pourrait être améliorée afin d'éviter les erreurs et incohérence d'enregistrement. La consommation d'eau enregistrée sous GEREP (17 000 m ³ /an sur 2021) doit être cohérente avec celle réellement calculée à partir des relevés du site (18 540 m ³ sur 2021).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan d'épandage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/04/2021, article 4.4.2-2
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à jour du plan d'épandage
Prescription contrôlée : Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet.
Constats : Le plan d'épandage date de 2019. Il n'y a pas eu d'évolution depuis. Il n'y a pas eu de nouvel envoi de lisier à la méthanisation VertEnergie (comme en 2020).
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Cahier d'épandage et plan de fumure

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/04/2021, article 8.1
Thème(s) : Risques accidentels, Enregistrement des pratiques d'épandage
Prescription contrôlée : Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant et à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées pendant une durée de 5 ans, comporte pour chacune des surfaces réceptrices épandues exploitées en propre : <ul style="list-style-type: none">• les superficies effectivement épandues ;• Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'îlot PAC des surfaces épandues et en zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'îlot cultural des surfaces épandues. La correspondance entre les surfaces inscrites au plan d'épandage tel que défini à l'article 4.4.2_2 et les surfaces effectivement épandues est assurée ;• les dates d'épandage ;• la nature des cultures ;• les rendements des cultures ;• les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ;• le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ;• le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe). <p>Lorsque les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte l'identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus et les quantités d'azote correspondantes.</p> <p>En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, l'établissement des bordereaux d'échanges, du plan prévisionnel de fumure et du cahier d'enregistrement définis au IV de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé est considéré remplir les obligations définies au présent article, à condition que le cahier d'épandage soit complété pour chaque îlot cultural par les informations 2, 7 et 8 ci-dessus.</p> <p>Le cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p>
Constats : Le cahier d'épandage 2021, mis en place par la CUMA, a été présenté à l'inspection. Le lisier est épandu sur des terres exploitées par des agriculteurs tiers, regroupés au sein de la CUMA de Faverges. Pour chaque exploitant, il est précisé : <ul style="list-style-type: none">• la date d'épandage,• la commune d'épandage,• le n° d'îlots ou parcelles épandus,• la surface épandue,• le type d'épandage,• le délai d'enfouissement,• la culture en place,• la quantité épandue (en m3),• la quantité d'azote épandue. <p>Un bordereau cosigné est mis en place entre l'exploitant et les prêteurs de terre. En fin de saison d'épandage, les bordereaux d'épandage sont agrafés avec la fiche d'enregistrement des épandages (cahier d'épandage).</p> <p>NB : les parcelles de Creys-Mépieu, Arandon-Passins et Montalieu-vercieu (épandage 2021) ne sont plus classées en zone vulnérable nitrates ; il n'y a donc pas de plan de fumure.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet